

y a survivance des catégories marchandes, dans la mesure où le développement insuffisant des forces productives ne permet pas encore de satisfaire tous les besoins fondamentaux des producteurs, mais que cette survivance n'implique pas du tout que ce soit la « loi de la valeur » qui règle la production. Celle-ci est réglée par le plan, qui peut et doit *utiliser* le calcul en valeur, mais dont la logique est foncièrement en contradiction avec celle de la loi de la valeur. Nous croyons que cette vue est conforme à la théorie marxiste, et nous avons exprimé un point de vue analogue dans notre contribution au débat économique de 1963-1964 à Cuba.

Ici aussi, il y a un rapport évident entre le débat théorique et les divergences concernant la planification économique à Cuba. Ceux qui confondent survivance des catégories marchandes et rôle régulateur de la loi de la valeur doivent nécessairement attribuer un rôle majeur aux mécanismes du marché dans le cadre de l'économie planifiée, non seulement en ce qui concerne les moyens de consommation — où cela se justifie largement à nos yeux — mais encore et surtout en ce qui concerne les moyens de production industriels. De là, d'ailleurs, l'insistance avec laquelle ils cherchent à introduire le jeu de la loi de la valeur dans les relations entre entreprises étatiques (dont les « échanges » se rapportent en grande partie aux moyens de production). Et ce « jeu » entraîne évidemment la nécessité de l'autonomie financière des entreprises, de même qu'il ouvre une évolution dans laquelle les directeurs réclameront de plus en plus d'autonomie en matière d'investissements, confirmant ainsi à leur manière qu'il y a un antagonisme historique entre les impératifs d'une planification réelle et les impératifs d'une économie de marché (fut-elle baptisée socialiste).

Ceux qui contestent que la « loi de la valeur » continue à régler la production, directement ou indirectement, à l'époque de transition du capitalisme au socialisme, ne nient point que les catégories marchandes survivent inévitablement à cette époque. Ils ne nient pas non plus que dans plusieurs domaines, les planificateurs puissent tran-

quillement abandonner à des mécanismes de marché certains ajustements entre l'offre et la demande. Mais ils comprennent le caractère fondamentalement contradictoire entre le marché et le plan, et accordent ainsi une large place à l'établissement de prix administrés dans de nombreux domaines, soit pour assurer le développement de certains services sociaux par priorité, soit pour assurer certains impératifs de développement économique national. C'est pourquoi il soulignent que l'influence de la loi de la valeur est plus limitée que dans le mode de production capitaliste, et que certains secteurs — notamment la circulation des moyens de production au sein du secteur étatique — peuvent déjà y échapper⁷.

Des mobiles politiques évidents ont partiellement inspiré les options de « Che » Guevara et de Fidel Castro en l'occurrence : avant tout le mobile d'éviter une démoralisation des masses populaires cubaines, une déception par rapport à l'œuvre de revalorisation morale que la Révolution a représentée à leurs yeux. Mais quel que soit ce mobile, la discussion économique de 1963-1964 à Cuba et ses prolongements actuels s'inscrivent valablement dans le long processus au cours duquel l'humanité, grâce à la construction du socialisme à une échelle internationale de plus en plus large, finit par découvrir les lois économiques qui président à l'épanouissement de la société sans classes.

Ernest MANDEL

(*Partisans*, n° 37, avril-juin 1967).

7. Cela ne signifie évidemment pas que la société peut dépenser les produits de plus d'heures de travail qu'elle n'a globalement fournies. Une comptabilité globale des dépenses en travail reste nécessaire, et elle peut s'effectuer sous une forme monétaire pour faciliter les comparaisons. Le plan peut utiliser des prix « subventionnés » à côté de prix « accrus d'impôts indirects ». Ce qui importe, c'est que la somme des subventions et la somme des « impôts indirects » s'équilibrent, et qu'une double comptabilité rende le système des prix constamment transparent, qu'on sache distinguer à chaque étape les coûts de production réels dans le miroir déformant des prix administrés.

4. Une étape cruciale pour la Révolution cubaine

Les échecs et les contradictions économiques

L'année 1970 marquait pour la révolution cubaine une échéance majeure : la conquête des dix millions de tonnes de production sucrière. Pendant une année, tout — aussi bien sur le terrain économique que sur le terrain politique — fut subordonné à la réalisation de cet objectif prioritaire.

Cet objectif n'avait pas été fixé de façon arbitraire ou pour l'ambition de surmonter une épreuve importante. Il correspondait à des nécessités économiques et politiques bien précises. Dans le cadre de la nouvelle orientation élaborée à partir de 1963, les dirigeants cubains avaient estimé que la

production sucrière était la seule qui pouvait, à court et moyen terme, assurer par son exportation les ressources nécessaires pour l'achat des matières premières, des produits alimentaires et des équipements industriels sans lesquels l'édification d'une économie socialiste n'aurait pas effectivement démarré. Justement parce que nous sommes convaincus qu'il s'agissait dans une très large mesure d'un choix inévitable, nous ne saurions minimiser maintenant la portée de l'échec, qui aura comme conséquence de retarder sérieusement la croissance économique et en même temps de prolonger une dépendance dangereuse envers l'Union soviétique.

La situation est d'autant plus grave que l'échec